

Convention collective

**IDCC : 9371. – EXPLOITATIONS AGRICOLES DE POLYCLTURE, ÉLEVAGE,
VITICULTURE, EXPLOITATIONS MARAÎCHÈRES, CUMA ET ETAR
(Indre-et-Loire)
(15 mars 1966)**

(Etendue par arrêté du 19 décembre 1966,
Journal officiel du 2 février 1967)

AVENANT N° 159 DU 1^{ER} JUIN 2012

NOR : AGRS1297190M

IDCC : 9371

Entre :

La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles CR ;

L'union départementale des syndicats d'exploitants agricoles FNSEA,

D'une part, et

La fédération générale de l'agriculture CFDT ;

L'union départementale des syndicats CFTC ;

La fédération agroalimentaire de l'agriculture FO ;

La fédération nationale agroalimentaire et forestière CGT ;

Le syndicat national des cadres d'entreprises agricoles CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Dans le cadre de la recodification du code du travail (ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007, ratifiée par la loi n° 2008-67 du 21 janvier 2008), les articles de la convention collective sont modifiés de la manière suivante :

- remplacer, dans le préambule, les articles L. 131-1 et suivants du livre I^{er} du code du travail par les articles L. 2221-1 et suivants du code du travail ;
- remplacer, dans l'article 10, la mention du livre IV par la mention suivante « 2^e partie, livre I^{er}, titre I^{er} et II du code du travail » ;
- remplacer, dans l'article 12.1, l'article L. 412-20 du code du travail par les articles L. 2143-13 et suivants du code du travail ;
- remplacer, dans l'article 12.2, la mention « titre II, du livre IV du code du travail » par la mention « 2^e partie, livre III, titre I^{er} du code du travail » ;
- remplacer, dans l'article 12.3, la mention « titre III, du livre IV du code du travail » par la mention « 2^e partie, livre III, titre II du code du travail » ;

- dans le même article, remplacer, les articles L. 432-8 du code du travail par les articles L. 2323-83 du code du travail ;
- remplacer, dans l'article 12.4, les articles L. 412-18, L. 412-19, L. 425-1 à L. 425-3, L. 436-1 à L. 436-3, L. 236-11 et L. 514-2 du code du travail par les articles L. 2411-1 et suivants, L. 2412-1 et suivants et L. 2421-1 et suivants et R. 2421-1 et suivants du code du travail ;
- remplacer, dans l'article 16 au paragraphe 1.3 *a*, l'article 992 du code rural par l'article L. 713-2 du code rural et de la pêche maritime ;
- remplacer, dans l'article 19, l'article L. 323-25 du code du travail par l'article L. 5213-7 du code du travail ;
- remplacer, dans l'article 20, chapitre I.2, la mention « l'arrêté préfectoral du 19 mars 1979 » par la mention « décret n° 95-978 du 24 août 1995 » ;
- remplacer, au *a* de l'article 26, les articles L. 992 à L. 998 et les décrets pris pour leur application par les articles L. 713-1 et suivants et L. 714-1 et suivants du code rural ;
- remplacer, dans l'article 34 *f*, l'article D. 121-1 du code du travail par l'article D. 1242-3 du code du travail ;
- remplacer, dans l'article 34.2, l'article L. 122-3-2 du code du travail par l'article L. 1242-10 du code du travail ;
- remplacer, dans l'article 36 *a*, l'article L. 122-32-1 du code du travail par l'article L. 1226-7 du code du travail ;
- remplacer l'article L. 323-25 du code du travail par les articles L. 5213-10 et suivants du code du travail ;
- remplacer, dans l'article 36.4, les articles L. 122-25 et suivants du code du travail par les articles L. 1225-1 et suivants du code du travail ;
- remplacer, dans l'article 37 au 1 *c*, l'article L. 122-1-1, alinéas 1 et 2, du code du travail par l'article L. 1242-2, alinéas 1 et 2, du code du travail ;
- remplacer, dans l'article 37 *c*, les articles L. 321-3, L. 321-4, L. 321-5, L. 422-1, L. 432-1 et L. 434-3 du code du travail par les articles L. 1233-8 et suivants, L. 1233-28 et suivants, L. 1233-48, L. 1233-63, L. 2323-3 et suivants, L. 2323-6 et suivants, L. 2325-15 et suivants ;
- remplacer, dans l'article 37.2.4, l'article L. 323-4 du code du travail par les articles L. 5212-1 et suivants du code du travail ;
- remplacer, dans l'article 40, l'article L. 122-16 du livre I^{er} du code du travail par l'article L. 234-19 du code du travail ;
- remplacer, dans l'article 42, les articles L. 115-1 et suivants du code du travail par les articles L. 6211-1 et suivants, les articles L. 6222-1 et suivants du code du travail et les articles L. 6223-1 et suivants du code du travail ;
- remplacer, dans l'article 42.2, la référence aux dispositions du livre IX du code du travail relatives à la formation professionnelle continue par la mention « Dispositions de la 6^e partie du code du travail relative à la formation professionnelle tout au long de la vie » ;
- remplacer, dans l'article 44.2 *a*, les articles L. 451-1 et suivants du code du travail par les articles L. 3142-7 et suivants du code du travail ;
- remplacer, dans l'article 44 *b*, les articles L. 225-1 et suivants du code du travail par les articles L. 3142-43 à L. 3142-46 du code du travail ;
- dans l'article 44 *c*, supprimer la référence à l'article 983 du code rural ;
- remplacer, dans l'article 51, la référence à l'arrêté préfectoral du 19 mars 1979 par la mention du décret n° 95-978 du 24 août 1995 et à l'arrêté du 1^{er} juillet 1996.

Article 2

Les termes « service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles » ou « inspecteur du travail ou chef de service départemental de l'inspection du travail,

de l'emploi et de la politique sociale agricoles » sont remplacés soit par « l'unité territoriale de la DIRECCTE », soit par « le directeur de l'unité territoriale de la DIRECCTE », soit enfin par « inspecteur du travail de la section agricole de l'unité territoriale de la DIRECCTE » dans les articles suivants :

- article 3 : « l'unité territoriale de la DIRECCTE » ;
- article 6 : « l'unité territoriale de la DIRECCTE » ;
- article 9, 3^e alinéa : « le directeur de l'unité territoriale de la DIRECCTE » ;
- article 9, 4^e alinéa : « le directeur de l'unité territoriale de la DIRECCTE » ;
- article 11 : « le directeur de l'unité territoriale de la DIRECCTE » ;
- article 12 : « l'inspecteur du travail de la section agricole de l'unité territoriale de la DIRECCTE » ;
- article 12.2 : « l'inspecteur du travail de la section agricole de l'unité territoriale de la DIRECCTE » ;
- article 12.4 : « l'inspecteur du travail de la section agricole de l'unité territoriale de la DIRECCTE » ;
- article 37.2.3 : « l'inspecteur du travail de la section agricole de l'unité territoriale de la DIRECCTE ».

Article 3

A l'article 19, l'acronyme COTOREP est remplacé par celui de MDPH.

Article 4

Les articles suivants sont modifiés de la manière suivante :

1. Dans l'article 12.1, 4^e alinéa, la mention « ce temps ne leur sera pas payé » est supprimée.
2. Dans l'article 12.4.1 *a*, les candidats aux fonctions électives pendant 6 mois pour les candidats au comité d'entreprise ou pour les candidats à la délégation du personnel à compter du jour où l'employeur a connaissance de leur candidature (art. L. 2411-10 du code du travail).
3. A l'article 16 *a*, le tableau est modifié comme suit :

DURÉE HEBDOMADAIRE du travail	DURÉE MENSUELLE forfaitaire correspondante	COEFFICIENT K multiplicateur du salaire de base pour obtenir le salaire mensuel, heures supplémentaires comprises
35 h	151,67 h	1
36 h	156,00 h	1,03205
37 h	160,33 h	1,06410
38 h	164,67 h	1,09615
39 h	169,00 h	1,12830
40 h	173,33 h	1,16025
41 h	177,67 h	1,19231
42 h	182,00 h	1,22436
43 h	186,33 h	1,25641
44 h	190,67 h	1,29487

4. A l'article 18, le taux « de 15 % du Smic au premier semestre d'apprentissage » est remplacé par le taux « de 25 % du Smic au premier semestre d'apprentissage ».

5. L'article 23 est complété par « les employeurs doivent conserver un double des bulletins de paie pendant 5 ans ».

6. L'article 24 est supprimé.

7. A l'article 25, les termes « dans les 2 mois » sont remplacés par les termes « dans les 6 mois ».

8. L'article 36.2 « Service militaire » est supprimé.

9. A l'article 37 *c*, les termes « au minimum à 6 % » sont remplacés par les termes « au minimum 10 % ».

10. Les points 2.3 *a* et *b* de l'article 37 sont supprimés.

11. A l'article 38, les termes « 2 ans d'ancienneté ininterrompue » sont remplacés par « 1 an d'ancienneté ininterrompue » et est modifié de la manière suivante :

- moins de 10 ans de service : les termes « 1/10 de mois par année de service » sont remplacés par « 2/10 de mois par année de service » ;
- à partir de 10 ans d'ancienneté : les termes « 1/10 de mois par année de service + 1/15 de mois au-delà de 10 ans » sont remplacés par « 2/10 de mois par année de service + 2/15 de mois au-delà de 10 ans. »

12. L'article 38 *bis*, 2.2, est modifié de la manière suivante :

- *a*) : les termes « celui-ci atteint ou dépasse l'âge de 60 ans » sont supprimés ;
- *b*) : le paragraphe est supprimé.

13. L'article 42 *b* est supprimé.

Fait à Tours, le 1^{er} juin 2012.

(Suivent les signatures.)